COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

samedi 27 janvier 1979 — N° 7 — PRIX : ANTILLES 1,50F FRANCE 2F

Editorial

POUR RESISTER A LA CRISE :

PASSONS A L'OFFENSIVE !

Depuis un mois, tant en Guadeloupe qu'en Martinique, toute une série de luttes a lieu, touchant plusieurs entreprises de secteurs divers et bien souvent sans liens les unes avec les autres.

Les travailleurs tentent ainsi de ne pas faire les frais de la crise. Dans la période actuelle, les patrons ne veulent pas voir leurs profits réduits et ils en profitent pour s'en prendre davantage aux travailleurs. Ils veulent de cette manière faire baisser le niveau de vie des exploités en bloquant ou en diminuant carrément les salaires.

Contre cette crise qui touche tous les pays, les luttes défensives sont loin d'être suffisantes car c'est un véritable plan d'ensemble que les travailleurs doivent opposer aux capitalistes s'ils ne veulent pas faire les frais de cette crise.

Ils doivent mettre en avant des revendications qui répondent à la situation actuelle :

— contre la hausse des prix, l'échelle mobile des salaires;

— contre le chômage, répartition du travail entre tous sans diminution de salaire;

— ouverture de grands travaux utiles à la collectivité.

Pour imposer cela, c'est une lutte unie la plus large, la plus résolue possibles qu'il faut entreprendre. Il s'agit de lancer une véritable offensive contre les patrons en mobilisant l'ensemble de la classe ouvrière. Car ni les grèves à répétition, ni les grèves sectorielles, isolées les unes des autres ne pourront faire céder les patrons dans cette période. Ceux-ci ne reculeront que devant la force et la détermination des travailleurs en lutte.

Mais pour cela ceux-ci ne peuvent pas compter sur les organisations politiques ou syndicales actuelles à qui ils conservent encore leur confiance. Ces syndicats ou ces partis politiques n'offrent pas de perspectives aux travailleurs, ils ne veulent pas s'en prendre au moteur de la crise, c'est à dire à l'exploitation capitaliste.

Ces organisations ne s'appuient ni sur la détermination, ni sur la combativité, ni sur l'initiative ouvrières. Elles veulent au contraire empêcher que celles-ci s'exercent contre les patrons.

Mais une telle situation n'est pas fatale, les travailleurs peuvent au contraire s'ils veulent se lancer dans la lutte, rejeter les organisations qui leur seraient un frein. Ils doivent surtout construire le Parti Ouvrier révolutionnaire dont la tâche sera de mener la lutte contre le système capitaliste et contre tous les maux petits et grands qu'il cause dans la population laborieuse.

GUADELOUPE : Bientot l'ouverture de la récolte

L'ouverture de la récolte en Guadeloupe et Martinique est imminente. Et bien sûr, les discussions et réunions ont commencé entre les patrons usiniers et les syndicats représentant les travailleurs.

L'ouverture de la récolte est — chacun le sait — une période cruciale de l'année sociale. Car elle voit démarrer une activité économique qui emploie plusieurs milliers de travailleurs en Guadeloupe — autour des 15 000, dont 13 000 saisonniers — et beaucoup moins en Martinique. Dans cette île la production de cannes a baissé au cours des ans au point de n'être plus qu'une activité en sursis.

En Guadeloupe, la canne s'étend sur près de 30.000 hectares de terres. C'est la principale production du pays fournissant le sucre et l'alcool.

Les discussions qui ont commencé portent à la fois sur les salaires des ouvriers des champs, sur ceux des usines et sur le prix que sera payée une tonne de cannes aux petits planteurs.

Nous ne parlerons aujourd'hui que du problème des travailleurs agricoles.

Les usiniers proposent 80,19 F pour les coupeurs de cannes et un salaire inférieur : 78,21 F pour les ouvrières (arrimeuses - glaneuses).

Cela représente une légère augmentation par rapport aux salaires de l'année dernière : 6 % exactement. Ce qui est absolument inférieur à l'augmentation officielle du coût de la vie et l'est encore plus par rapport à l'augmentation réelle.

Ces salaires — tout augmentés qu'ils soient — sont dérisoires quand on sait qu'en moyenne les ouvriers de la canne ne font pas 30 jours pendant les quatre ou cinq mois que dure la récolte. Ces travailleurs — parmi les plus exploités des Antilles — véritables damnés de la terre, ont sué sang et eau, dans la boue et la poussière des champs, écrasés par le soleil, ont enrichi au fil des générations les capitalistes antillais et européens de toutes nationalités, français surtout mais aussi belges et autres...!

Pour ces hommes et ces femmes, écrasés par une exploitation séculaire, pourchassés et assassinés quand ils se battent pour augmenter leurs quatre sous — pour eux, les maigres salaires de la récolte seront la seule source de revenu de quelque importance pour

(Suite en page 2)

Martinique - BANANE : L'ETAT SUBVENTIONNE LES RICHES

Le monde des gros planteurs est en émoi : le FORMA (Fonds d'Orientation et de Régulation des Marchés Agricoles) qui devait leur octroyer 2,5 milliards d'AF de subventions (50 000 tonnes subventionnées à 0,50 F le kilo), ne leur en offre que 900 millions (30 000 tonnes à 0,30 F). Les gros planteurs s'estiment lésés. Ils trouvent que le cadeau n'est pas assez gros, et ils crient à tous les échos que le gouvernement les acculе à la faillite et à la ruine... Cependant, ils ne vont quand même pas jusqu'à cracher dessus : bien au contraire, ils empochent rapidement... preuve qu'ils ne sont ma foi pas si mécontents qu'ils veulent le faire croire ! Mais ils crient bien fort qu'on n'a pas fini d'entendre parler d'eux et que si la prochaine réunion du FORMA, en juin, ne leur donne pas entière satisfaction, ils seront, disent-ils, «acculés à des positions extrêmes»... ce qui est une manière de marquer leur mécontentement sans rien dire de précis qui puisse les engager.

Comme il fallait s'y attendre, les assemblées croupions que sont le Conseil Economique et Social, le Conseil Régional et le Conseil Général, ont pris fait et cause pour les gros planteurs et ont exigé, au nom du sauvetage de l'économie bananière, que satisfaction leur soit donnée.

Le PCM, lui aussi, fait appel au gouvernement pour venir en aide aux planteurs. DUFFEAL, membre de la direction du PCM

et du bureau de la CGTM, a fait voter dernièrement une motion au Conseil Economique et Social et au Conseil Régional. Cette motion demande que «le gouvernement prenne les mesures d'urgence pour assurer l'écoulement de notre production bananière».

Pour sauvegarder la production bananière, le PCM fait appel à ceux-là mêmes qui sont responsables de la gabegie actuelle du secteur agricole, c'est-à-dire les gros propriétaires fonciers et le gouvernement qui les soutient. Car si toute l'agriculture aux Antilles est réduite à deux ou trois cultures d'exportation, c'est bien pour les profits de quelques gros planteurs et exportateurs. Si la banane martiniquaise connaît

(Suite en page 2)

F de F

A LA MAINTENANCE LE MECONTENTEMENT GRANDIT

Le mécontentement grandit à la Maintenance, entreprise de nettoyage chargée, notamment de l'entretien des bureaux de l'EDF de l'aéroport, des banques et d'autres établissements publics ou privés.

Depuis un peu plus d'un mois, le patron, Choleau, s'attaque aux acquis des travailleurs.

Son procédé favori consiste à diminuer le nombre d'heures payées aux travailleurs sans diminuer la tâche, ce qui consiste purement et simplement à diminuer les salaires.

Parallèlement, les travailleurs sont traités avec désinvolture. On refuse de recevoir les délégués et Choleau, pour ne pas aller discuter en réunion avec les travailleurs fait dire qu'il est absent !

Mais la goutte d'eau qui a fait déborder le vase est le licenciement d'un travailleur qui avait exprimé son opposition à ce que l'on diminue son salaire.

Les travailleurs en ont assez des agissements de Choleau et ont déjà commencé à se mobiliser pour exiger le retour aux horaires antérieurs, des augmentations de salaire ainsi que la reprise de leur camarade.

Ouverture...(suite)

faire face aux dettes contractées pendant l'inter-récolte.

Cela n'empêche pas que ce sont les riches, les milliardaires ou leurs représentants ici — possesseurs des usines et des milliers d'hectares de terres, qui pleurent et crient misère le plus fort au début de chaque récolte.

Voyez-vous, ces messieurs n'ont jamais d'argent, et pour cause, ils l'ont rapatrié dans les coffres-forts d'Europe d'où il n'est sans doute plus possible de le faire revenir !

Leurs affaires vont mal ! Entendez par là que les bénéfices de leurs entreprises, SIS, SAG et autres, ne sont plus aussi importants que par le passé.

Pour eux donc, la solution est simple, c'est en exploitant des milliers d'esclaves salariés au moindre frais, les maintenant ainsi dans la misère la plus profonde qu'ils comptent retrouver chaque année les mêmes profits.

En face de ces patrons sûrs d'eux, protégés et aidés en toute circonstance par l'administration coloniale, les travailleurs n'ont pour changer leur sort, qu'une possibilité : lutter. Durant ces dernières années, ils ont dû se battre vigoureusement pour empêcher qu'on les réduise à la déchéance. Mais aujourd'hui leurs conditions d'existence se sont encore aggravées. Les salaires qu'on leur propose sont des salaires de famine, compte-tenu du nombre réel de journées qu'ils feront dans les champs.

Accepteront-ils les accords passés entre représentants des patrons et syndicats ouvriers ? Les syndicats remettront-ils en cause les propositions patronales et engageront-ils la lutte contre les vampires de la canne ? Il est trop tôt pour le savoir.

Une chose est sûre, c'est que pour les travailleurs des campagnes, la vie est de plus en plus misérable et insupportable.

Jusqu'où ces opprimés accepteront-ils l'insupportable ? Les nantis de ce monde le sauront bien un jour.

Georges RASSAMY

GUADELOUPE

LA T.A.G NOUS ROULE !

La Compagnie T.A.G. (Transports Automobiles Guadeloupéens), qui assure le transport urbain à Pointe-à-Pitre, vient encore d'augmenter ses tarifs. Désormais, il en coûtera 1,20 F pour voyager sur une section, et 2,10 F pour deux sections. C'est la deuxième fois en moins d'un an qu'une telle augmentation se produit : en avril 78, la section était passée de 0,90 F à 1 F. Ainsi, en huit mois, les tarifs ont augmenté de 30 % !

On ne peut malheureusement pas en dire autant des revenus des travailleurs et des gens de condition modeste qui, n'ayant pas les moyens de se payer une voiture, constituent l'essentiel de la clientèle des T.A.G. Et gageons que les salaires des conducteurs, eux non plus, n'ont pas augmenté de 30 %.

Ces augmentations sont doublement scandaleuses : d'abord, parce que le service de la T.A.G., lui, est loin de s'améliorer. C'est souvent plus d'une demi-heure qu'il faut attendre la venue d'une voiture. C'est ensuite dans un total inconfort, pressés les uns contre les autres comme des sardines, qu'il faut supporter les arrêts brusques, les trépidations, les accélérations soudaines. Voyager par la T.A.G. constitue une véritable épreuve pour les nerfs.

Même si le transport des passagers se faisait dans de meilleures conditions, l'augmentation systématique des tarifs n'en serait pas pour autant justifiée. Car les transports en commun, particulièrement en zone urbaine, constituent un service public. A l'heure où «les autorités» se complaisent à dénoncer le trop grand nombre de véhicules individuels, la moindre des choses serait de favoriser les transports en commun en prenant en charge une partie des frais. Les dirigeants de la T.A.G., qui disposent du monopole des transports sur Pointe-à-Pitre, n'ont qu'à s'arranger avec l'Etat, plutôt que de rançonner, comme ils le font, des travailleurs qui n'ont pas d'autre moyen de transport.

BANANE ...(suite)

une surproduction chronique, c'est bien parce que les gros planteurs comptent avant tout pour éponger leurs surplus sur les subventions gouvernementales qui leur assurent une source de revenus considérables. Si le marché de la banane est encombré, c'est bien parce que cette production est d'un gros rapport et que quelques capitalistes se font concurrence pour arriver à s'octroyer la plus grande part du gâteau, tout en sachant pouvoir bénéficier dans tous les cas de l'appui financier du gouvernement.

Dans ces conditions, la seule solution pour les ouvriers agricoles et petits planteurs, victimes de l'aménagement capitaliste et colonialiste de la production agricole, c'est de s'en prendre aux véritables responsables de cette situation : gouvernement et gros propriétaires. C'est le système colonial tout entier qu'il faut remettre en question, c'est contre lui qu'il faut engager une véritable lutte.

Mais le PCM ne veut pas se lancer dans une telle lutte. Il préfère adresser prières et admonestations au gouvernement colonial, cultivant ainsi l'illusion chez les travailleurs que l'intervention de ce gouvernement pourra changer quelque chose à leur situation.

Claire GOYA

INDEMNISATION DU CHOMAGE :
IL Y A LOIN DE LA COUPE AUX LEVRES

L'actuelle session parlementaire vient de se terminer et selon le député RPR Moustache, un projet de loi gouvernemental pourrait être déposé d'ici un an afin d'indemniser les chômeurs.

Voilà une nouvelle qui ne manquera pas de réjouir les dizaines de milliers de chômeurs totaux, partiels ou saisonniers que comptent la Guadeloupe et la Martinique.

Seulement, on nous prévient dès maintenant : les dispositions prévues ne seront pas aussi «avantageuses» que celles de la loi existant en France, ce qui veut dire que les chômeurs antillais n'auront même pas droit à indemnités égales à celles que le gouvernement capitaliste consent aux chômeurs français.

Mais cette hypothèse «favorable» n'est même pas sûre de se vérifier. Si le gouvernement parle de présenter un projet de loi sur l'indemnisation du chômage, c'est parce qu'il vient de rejeter une proposition des députés RPR de la Réunion sur la même sujet. Aussi, sans doute pour ne pas paraître face aux députés qui soutiennent le gouvernement comme étant opposé à toute politique sociale dans les DOM, le ministre du travail, Boulin, a promis de s'occuper de l'affaire, mais... dans un an.

Alors, la population a toutes les raisons de se méfier. Les politiciens bourgeois ont l'habitude de faire des promesses qu'ils n'ont pas l'intention de tenir. Les Antillais y sont habitués, car depuis plus de 30 ans, chaque personnalité de passage promet l'industrialisation, la sauvegarde de l'agriculture ou la création d'emplois, sans que rien ne change.

Les critères et les modalités d'application de la future loi n'ont même pas été abordés et on peut faire confiance au gouvernement pour qu'elle soit le plus restrictive possible. De toutes façons, son champ d'application sera moins étendu qu'en France.

Enfin, le nouveau projet a l'immense mérite (pour les gouvernants) d'être en [illegible] à un futur suffisamment lointain pour que l'on puisse l'oublier d'ici là ou pour que d'autres problèmes plus préoccupants pour le gouvernement soient à l'ordre du jour, notamment dans la période de crise que nous vivons.

Alors, nous verrons peut-être dans un an un projet de loi qui sera peut-être adopté et qui indemnisera peut-être quelques-uns des dizaines de milliers de chômeurs de la Guadeloupe et de la Martinique. En tout cas, ceux-ci ne doivent pas compter là-dessus pour améliorer leur sort et vivre mieux.

J. BRUEL

CONFERENCE NATIONALE DU PCG : «sur un air de cantonales»

La «Conférence Nationale du Parti Communiste Guadeloupéen (P.C.G.) est prévue pour les 27 et 28 janvier. Déjà, en fonction de ce que l'on sait du P.C.G., du contexte général dans lequel intervient cette conférence, ainsi que des récents articles de «l'Etincelle», il est possible de comprendre ce qui a pu motiver une telle réunion et quel en sera l'axe essentiel.

L'année 1978 a été assez dure pour le P.C.G. Ce parti a en effet subi une importante défaite aux élections législatives. Défaite qui s'est accompagnée d'une importante poussée électorale de la droite dans tout le pays. En particulier, cette poussée de la droite s'est exercée y compris dans des circonscriptions et zones traditionnellement «à gauche», où le P.C. n'avait pas été sérieusement contesté depuis bien longtemps. Il suffit de penser à Pointe-à-Pitre et à Sainte-Anne par exemple...

L'échec essuyé aux législatives, intervenant peu après la perte de la municipalité de Capesterre par le Parti Communiste, a amené de nombreux militants à se poser des questions sur les causes de cette stagnation et même de ce recul de leur parti.

Les militants et adhérents du P.C.G. ne remettent pas en cause le programme, ils se bornent pour le moment à essayer de trouver si certaines erreurs n'auraient pas été commises, susceptibles d'expliquer les récentes défaites électorales.

Il va sans dire que cette façon limitée de poser le problème n'est pas pour déplaire aux dirigeants du P.C.G. Mais comme ils savent que, même si elle débute sur des questions secondaires, toute discussion a sa logique propre et peut finir par déboucher sur d'autres questions plus gênantes; ils se dépêchent de «renvoyer la balle» en quelque sorte.

Pour la direction du P.C.G., la tactique n'est pas tellement en cause, par contre il y aurait beaucoup à dire sur les problèmes d'organisation à leur niveau le plus élémentaire : travail des cellules et exécution des tâches militantes.

Présenter les choses d'une telle manière, présente des avantages évidents pour les dirigeants du P.C.G. Car il est aujourd'hui vital pour ce parti de retrouver un nouveau dynamisme et ceci ne peut se faire qu'au travers de l'activité quotidienne des militants.

DIRIGEANTS DU P.C.G. (Mme TARER, H. BANGOU, D. GENIES)

Le P.C.G. va-t-il tenter de retrouver son ancienne implantation dans les entreprises ? C'est difficile à dire. Cela d'autant plus que c'est maintenant depuis plusieurs années que le processus qui a transformé les liens du P.C.G. avec les travailleurs est engagé.

En effet, ce n'est plus, autant que par le passé dans les entreprises, et au travers du syndicat CGTG que le P.C.G. assure son emprise sur les travailleurs.

Le P.C.G. connaît, d'une façon peut-être plus rapide que d'autres partis communistes dans le monde, l'évolution qui le transforme de parti fortement implanté dans la classe ouvrière, de parti stalinien, en parti électoral. En tant que tel, les liens avec les travailleurs sont maintenus désormais dans les batailles électorales et dans l'exercice de mandats électoraux. Et il en est, de plus en plus, uniquement ainsi.

Aussi peut-on dire — qu'à défaut de reconquérir tout ou partie de cette implantation dans les entreprises — le P.C.G. est prêt à tout faire pour que, sur le plan électoral, il continue à rester un parti qui détient un nombre respectable de sièges de conseillers municipaux ou généraux.

Il doit aujourd'hui combattre l'apathie réelle ou supposée de sa base et enrayer ses états d'âme. Ou du moins doit-il interpréter et combattre ainsi le fait que des militants de base se posent des questions. Il faut redonner confiance à la base. Il faut atténuer sa déception après l'échec de Mars 78. Il y a d'autres batailles électorales à mener. Même si elles sont apparemment d'un enjeu moins important que les dernières législatives.

Les explications politiques — s'il y en a — lors de cette «Conférence» du P.C.G. viendront après quelques actions spectaculaires et une relative mobilisation de ce parti lors des passages de Chirac, Dijoud et contre le colloque.

Le P.C.G. peut vouloir apparaître avec un regain de combativité auprès de ses militants. Mais quoi qu'il sera dit à cette conférence et malgré qu'il en ait, le P.C.G. ne peut offrir aux militants sincères qui veulent se battre contre le colonialisme et contre l'exploitation aucune perspective réelle de lutte.

Ceux qui veulent se battre dans ce sens-là n'ont pas — de congrès en élection, et d'élection en conférence — grand chose à espérer.

L'oppression et l'exploitation éhontées dont souffrent le peuple et les travailleurs des Antilles exigent de ceux qui veulent s'élever et se battre contre elles qu'ils perdent leurs illusions dans les partis traditionnels immobilistes et incapables d'engager la lutte.

MORT DE J. HANSEN
militant trotskyste americain

Joseph Hansen, dirigeant du SWP (Socialist Workers Party), organisation trotskyste des Etats-Unis vient de mourir à New-York, à l'âge de 68 ans.

Hansen adhéra au mouvement trotskyste américain en 1934, à un moment où les trotskystes étaient pourchassés par les staliniens à l'échelle du globe et où se réclamer du programme révolutionnaire demandait un courage certain. Joseph Hansen fut parmi la petite minorité qui eut ce courage politique-là.

Secrétaire de Trotsky au Mexique, il fut parmi les militants qui dirigèrent le SWP et le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale depuis 1945.

A ce titre, il porte la responsabilité avec d'autres de toutes les positions opportunistes du SWP et de la majorité de la Quatrième Internationale depuis la mort de Trotsky.

Mais alors que tant d'autres, déçus, découragés ou cédant tout simplement à la pression du milieu, abandonnaient le mouvement révolutionnaire, Hansen a eu le mérite de ne jamais renier le drapeau de sa jeunesse, à défaut d'en avoir suivi fidèlement le programme.

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

LES OUVRIERS DU BATIMENT ONT MANIFESTE DANS LA RUE

(POINTE A PITRE)

Les ouvriers de certaines entreprises en bâtiment et travaux publics (STE, SOPICO, SOPICALU, SOGET..) qui sont en grève depuis plusieurs semaines ont manifesté mardi matin dans Pointe-à-Pitre. Plusieurs dizaines exprimèrent dans les rues leur volonté de continuer la lutte pour obliger les patrons à satisfaire leurs revendications... «Les patrons doivent payer», «Augmentez les salaires, diminuez les impôts», ou encore «Nous voulons le 13ème mois», tels furent les slogans les plus couramment repris lors de cette manifestation.

C'est en effet pour obtenir le 13ème mois que ces travailleurs font grève. Mais jusqu'à présent les patrons refusent de leur donner satisfaction et toutes les réunions paritaires qui ont eu lieu se sont soldées par des échecs.

La direction de la STE, par exemple, ne veut accorder qu'une prime dérisoire de fin d'année, c'est-à-dire l'équivalent de 2,27 % du salaire pour tout ouvrier ayant au moins un an d'ancienneté. En fait les patrons du bâtiment et des travaux publics ne veulent lâcher que des miettes.

A l'heure où nous écrivons, les ouvriers de l'ensemble de ces entreprises ont arrêté le travail, appliquant ainsi la tactique de grève à répétition.

Mercredi 24 aura lieu une réunion de la commission paritaire et celle-ci se tiendra à Basse-Terre conformément au désir des patrons avec l'intention évidente de s'éloigner des travailleurs. La plupart des entreprises en grève se trouvant autour de Pointe-à-Pitre.

Les travailleurs sont donc déterminés à arracher ces revendications. Mais la tactique et les mots d'ordre imposés par la CGTG ne leur permettent pas d'exprimer toute leur force et toute leur capacité de lutte. Les patrons ne se sentent pas pris à la gorge. C'est pourquoi ils continuent à se montrer si arrogants et ne veulent pas céder.

LIVRES

ZOBEL: les mains pleines d'oiseaux

Les Nouvelles Editions Latines viennent de rééditer un vieux roman de J. Zobel. Ce roman avait été tiré à 400 exemplaires dans les années 50 en Martinique. C'est sous une forme remaniée que l'auteur qui après un long séjour en Afrique vit depuis quelques mois dans le centre de la France, nous le livre aujourd'hui.

Ce livre c'est une véritable collection de photographies tant sont précises, minutieuses, ciselées les descriptions que nous fait Zobel de la vie quotidienne d'un village de pêcheurs du Sud de la Martinique des années 50. C'est bien sûr vers les petites gens que va la sympathie de Zobel et ce sont eux les personnages de son roman. C'est la culture de ces petites gens, leur façon d'être, de penser, leurs peines, leurs joies, leurs espoirs, leurs occupations de tous les jours, de la «pêche à Miquelon», jusqu'à la préparation du «ti-punch» après le repas qui sont disséqués, décortiqués.

Certes, on peut regretter une présentation un peu idyllique, irréelle de la vie de ce petit village presque coupé du reste du monde. Il ne dépend «d'aucune plantation, d'aucune rhumerie ou sucrerie» comme le dit l'auteur. De cette présentation, émane une certaine apologie de la vie à la campagne, de la vie simple et c'est peut-être là que se trouverait selon Zobel le bonheur (nous retrouvons en cela l'auteur de «Diab'la»).

Guadeloupe: HLM Les travailleurs disent non au licenciement

Le personnel de la Société Anonyme d'H.L.M. est entré en grève illimitée, lundi 22 janvier, pour exiger l'annulation du licenciement du concierge de la résidence Vatable. Les employés veulent également régler avec la direction les divers problèmes en suspens; en particulier, concernant un projet de création par la S.A. H.L.M. d'une société parallèle qui assurerait l'entretien des immeubles, ce qui entraînerait le licenciement de nombreux employés.

La direction reproche au concierge d'avoir été absent pendant 1h30, alors que 3 enfants de moins de 10 ans se trouvaient bloqués dans l'ascenseur. Le gardien réplique qu'il n'a nullement abandonné son poste, mais qu'il s'occupait au même moment de sanitaires défectueux, puis qu'il était allé remplacer des ampoules.

La direction prétend pouvoir s'appuyer sur un certain mécontentement des locataires de la résidence à l'égard du concierge. Sans doute celui-ci commet-il des erreurs, mais qui n'en fait pas ? La S.A. H.L.M., en refusant de loger une famille modeste, ou en expulsant des locataires qui ne peuvent payer leur loyer, ne cause-t-elle pas un tort beaucoup plus grand que celui dû à l'absence du concierge ?

Le mécontentement des locataires des tours Gabarre, qui avaient manifesté il y a quelques mois, n'a pas empêché le directeur de rester à son poste. Mais si vous êtes simple concierge, ou ouvrier, ou employé, le seul langage que connaissent les patrons, à la moindre faute, est celui du licenciement.

Mais les travailleurs de la S.A. H.L.M. sont bien décidés à contraindre la direction à revenir sur cette sanction.

Capesterre: Bananeraies Max Martin ne veut pas payer

Depuis la fin du mois de décembre, à la SCEFA-SCEPLAG, MAX MARTIN a renoué avec une de ses anciennes pratiques : il ne nous verse jamais nos salaires aux dates fixées. Une première fois le 3 janvier, nous avons arrêté le travail et sommes allés le trouver à son bureau à l'ancienne usine Marquisat, pour lui réclamer nos salaires. Et chose incroyable, cet exploiteur s'est mis à pleurer (réellement !) en nous disant qu'il n'avait pas d'argent, que les banques n'acceptaient pas ses chèques et ceci et cela. N'empêche qu'il a trouvé de l'argent pour nous payer.

Deux semaines plus tard, le mercredi 17 janvier, il devait deux payes (deux quinzaines de travail). Le lendemain jeudi 18, nous avons arrêté le travail à Moulin-à-Eau et à Goyave.

Max MARTIN a là-aussi trouvé de l'argent pour nous payer une quinzaine. Ce n'est donc pas l'argent qui lui manque.

Cette situation ne peut, ne doit plus durer. Il nous faut exiger nos salaires le jour de la paye sans aucun délai.

Fort.de.France: SOCALTRA SARA Non aux heures supplémentaires

Pour faire une cave de très grande contenance des ouvriers de Socaltra ont été détachés à la Sara. Là, on leur fait faire régulièrement des heures supplémentaires.

Devant les protestations du syndicat de Socaltra, la direction a manœuvré par le biais de certains délégués du comité d'établissement qui lui sont dévoués, pour tenter de faire accepter la chose.

Elle a fait signer par ces délégués un procès-verbal, préalablement fabriqué, disant qu'à partir du 15 janvier, les ouvriers sont tenus de faire des heures supplémentaires à la Sara. Ensuite elle a annoncé que l'accord du comité d'entreprise ferait force de loi.

Il nous faut faire échec à cette manœuvre patronale, car effectuer des heures supplémentaires dans ce pays où l'emploi est rare, c'est aussi voler le pain des chômeurs.

TREIZIEME MOIS OU AMELIORATION DU SALAIRE MENSUEL ?

Dans plusieurs entreprises en grève en Guadeloupe, les travailleurs sont entrés en lutte pour la revendication du «13e mois». Ces grèves ont connu assez rapidement un grand succès de mobilisation dans toutes les entreprises où la CGTG les a lancées.

Aujourd'hui encore plusieurs entreprises du bâtiment sont en grève pour ce «13e mois». Et elles ont pris leur «tour» après ceux des hôtels et du commerce.

Disons pour commencer que nous révolutionnaires soutenons toutes les luttes des travailleurs. Et celles-ci qui concernent de nombreuses entreprises, même si elles visent une revendication aussi limitée que le 13e mois, nous les soutenons.

On peut considérer d'ailleurs que la mobilisation faite sur ce 13e mois exprime plus la volonté de se battre contre toute la situation sociale et économique – bas salaires, coût de la vie élevé, etc... que le simple espoir de cette prime de fin d'année.

Cela les syndicats auraient dû le comprendre. Ils ont fourni aux travailleurs un moyen très limité d'exprimer leur mécontentement. Mais à aucun moment ils n'ont envisagé d'élargir cette lutte, de l'unifier et de la renforcer en la coordonant dans tous les secteurs.

Ils n'ont pas voulu non plus lui donner des objectifs plus larges et plus ambitieux que cette faible revendication d'une prime déguisée de fin d'année appelée 13e mois. Pourquoi en effet les travailleurs doivent-ils se battre pour une prime en fin d'année après avoir eu des salaires trop bas toute l'année ? Pourquoi ne se battraient-ils pas pour une amélioration mensuelle de leur salaire, avec une révision au moins trimestrielle en fonction des hausses du coût de la vie ?

Se battre pour de tels objectifs ne leur coûterait probablement pas plus cher que le faire pour une prime de fin d'année.

Et puis dans la situation actuelle de crise et d'attaques permanentes contre les travailleurs, ceux-ci doivent se convaincre qu'ils ne pourront pas éviter la lutte. Plus tôt ils l'admettront et s'y engageront, plus ils auront de chance de succès.

Mais encore une fois s'il faut se battre, que les revendications mises en avant soient les plus valables possibles, qu'elles apportent une réelle amélioration de la situation des travailleurs !

Les syndicats ont une grande part de responsabilité dans la fixation des revendications. Ils ne doivent pas utiliser la confiance que leur font les travailleurs pour conduire ceux-ci à des batailles où même la victoire ne leur apporte finalement pas grand chose.

Le problème n'est pas de trouver quelle revendication est la plus acceptable pour les patrons mais bien laquelle répond aux besoins réels des travailleurs dans la situation présente.

Le meilleur moyen pour les travailleurs de fixer des objectifs valables, est qu'ils cupent eux-mêmes
s'occupent eux-mêmes de leurs propres affaires. Il ne s'agit pas de déléguer à d'autres – même s'il s'agit de militants syndicaux, même les plus Honnêtes – le soin de décider à leur place de leurs revendications.

C'est dans une participation effective aux discussions et réunions et par un souci permanent de leurs propres intérêts que les travailleurs se prépareront à s'engager dans des luttes qui soient des offensives réelles contre ceux qui les exploitent.

G. R.

A NOS LECTEURS !

Le Journal COMBAT OUVRIER est désormais hebdomadaire.

Vous pouvez le trouver en Guadeloupe et en Martinique dans les kiosques et les librairies au prix de 1F50.

Réclamez-le à votre libraire.

COMBAT OUVRIER hebdomadaire est vendu en France au prix de 2 F.

Tarif d'Abonnement :

Antilles :	*pour un an*	*65,00 F*
	pour 6 mois	*35,00 F*
France :	*pour un an*	*100,00 F*
	pour 6 mois	*50,00 F*

Abonnez-vous pour soutenir le journal !

A propos des émeutes : QUE SE PASSE-T-IL EN JAMAÏQUE ?

De violentes émeutes ont éclaté en Jamaïque il y a quelques jours. Il y aurait plusieurs morts et quelques dizaines de blessés. Aucune information précise n'a jusqu'à ce jour été donnée ni sur les ondes, ni dans France-Antilles. Cela montre bien avec quelle désinvolture la grande presse traite l'actualité antillaise.

Quoi qu'il en soit, que de telles émeutes aient éclaté en Jamaïque, cela n'est pas étonnant quand on connaît le climat de violence subi par la population de ce pays depuis plusieurs mois.

C'est une véritable campagne de terreur que pratique le gouvernement contre les travailleurs et la population. Elle s'est ouverte avec ce que l'on appelle maintenant «le massacre de Green-Bay» : cinq jeunes du Ghetto de Kingston furent assassinés par la police sous un prétexte futile.

Le 3 novembre, un homme fut de la même façon tué de sang froid par la police. Le 20 novembre, c'est une femme enceinte qui reçut à bout portant une balle dans le dos, tirée par un policier, le 28 ce fut le tour d'un étudiant.

La plupart du temps, c'est aux jeunes, aux animateurs de groupes de jeunes des ghettos de Kingston où vit une jeunesse révoltée par la misère que s'attaque la police de Manley.

Pendant la grève des travailleurs des entreprises JOS (entreprises de tabac) la police réprima durement les piquets de grève et des policiers en civil s'infiltraient parmi les grévistes. La police n'hésite pas non plus à pénétrer chez des travailleurs combatifs pour les assassiner ou rouer de coups ceux qui s'opposent à leurs méthodes. Mais ce sont surtout les jeunes du ghetto qui sont pourchassés et réprimés par la police.

Face à cette situation, le JLP (Parti Travailliste Jamaïcain), le parti d'opposition, cherche à utiliser le mécontentement populaire pour tenter d'accéder au pouvoir.

C'est ainsi que le mois dernier il organisa une campagne de désobéissance civile au gouvernement de Manley. Que ce parti ait joué un rôle lors des dernières émeutes cela est possible. Cependant il ne constitue qu'une opposition bourgeoise traditionnelle au gouvernement et ne représente pas les intérêts des travailleurs. C'est un parti qui dans le passé fut au pouvoir et mena une politique tout aussi anti-ouvrière que le parti

TRAVAILLEURS DE L'HOTEL «CASA MONTE» MANIFESTANT DEVANT LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES.

de Manley, le PNP (Parti National Populaire) au pouvoir actuellement.

Que le JLP ait été l'instigateur des émeutes dernières cela est possible, mais il est un fait certain c'est que la répression policière de ces derniers temps, ajoutée à la misère profonde vécue par la population, a pu créer un climat suffisamment insupportable pour que le mécontentement s'exprime violemment.

Quant aux organisations de gauche ou d'extrême-gauche jamaïcaines, elles sont encore trop faibles pour jouer un rôle important dans cette situation.

Le Parti Ouvrier de la Jamaïque qui est une organisation de type stalinien semblable en cela aux partis communistes locaux, est peu implantée dans la classe ouvrière. A l'extrême-gauche, une organisation se réclamant du trotskysme la «Ligue Révolutionnaire Marxiste», milite pour la création d'une avant-garde révolutionnaire dans la classe ouvrière mais reste très minoritaire pour l'instant.

Dans leur grande majorité les travailleurs jamaïcains accordent leur confiance à l'un ou à l'autre des deux grands partis bourgeois, PNP et JLP qui dirigent par ailleurs les deux plus grandes centrales syndicales.

Le gouvernement Manley tente d'apparaître comme «progressiste» ou «anti-impérialiste». Il entretient avec Fidel Castro de bons rapports et ce dernier s'est même rendu l'année dernière à la Jamaïque. Le gouvernement Manley essaie de pratiquer une politique «d'indépendance» par rapport à l'impérialisme américain. En réalité les grosses sociétés américaines contrôlent une grande partie du pays en particulier les mines de bauxite. Quant à l'image «progressiste» que veut se donner ce gouvernement elle ne correspond pas à la réalité. La population en fait une bien amère expérience en ce moment.

Le gouvernement du PNP dirigé par Manley est vu bien souvent par les travailleurs comme un gouvernement de gauche qui défend leurs intérêts. La situation actuelle permettra sans doute à plus d'un travailleur de se rendre compte du contraire.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

Cambodge : QUE VEUT L'ARMEE VIETNAMIENNE ?

Plusieurs semaines après la proclamation de la République populaire du Kampuchéa, les informations en provenance de cette région restent très réduites. La presse bourgeoise, celle qui détient les plus grands moyens d'information, intervient en général, avec un parti pris délibéré et rares sont les journalistes qui ne condamnent pas de manière ouverte ou voilée l'intervention cambodgienne au Cambodge au nom du respect des sacro-saintes frontières nationales.

Pourtant, le peuple khmer, qui a eu l'occasion de montrer sa détermination en luttant armes à la main durant 5 ans contre un régime soutenu et armé par le puissant impérialisme américain, ne s'est pas dressé contre cette armée vietnamienne. Bien au contraire, il semble que des premières mesures de réorganisation du pays aient été prises avec le soutien manifeste d'une partie de la population. Et, malgré les efforts des journalistes pour tirer partie des informations, il n'apparaît pas que les premiers maquis Khmers rouges entraînent un grand nombre de Cambodgiens.

Pour nous révolutionnaires communistes internationalistes, ce n'est certes pas au nom de la défense ou du respect des frontières nationales que nous jugerons de l'intervention vietnamienne au Cambodge, ni même au nom de la fameuse non ingérence dans les affaires des autres pays. Bien au contraire, nous pensons qu'il faut étendre la révolution au-delà de ses propres frontières nationales. Il est normal pour une armée ou un régime qui représente les intérêts des peuples d'aller au secours d'un autre peuple si c'est nécessaire et si celui-ci l'accepte ou le réclame.

C'est d'autant plus vrai qu'il faut bien admettre en plus que les fameuses frontières nationales en question, sont celles qui ont été tracées par les impérialistes, et que le plus souvent elles sont une entrave au développement supplémentaire économique et culturel des peuples qui se sont libérés de l'oppression impérialiste.

Bien sûr nous ne pensons pas que l'armée et le régime vietnamiens représentent ni tous ni à tout moment les intérêts des peuples et en particulier des travailleurs de l'ex-Indochine. Mais cela ne veut pas dire que cette armée démocratique bourgeoise — représentant un régime radical qui a mené trente années de lutte contre les oppresseurs des peuples de la région soient incapables pour autant de prendre en compte certaines de leurs aspirations aujourd'hui encore.

La question qui se pose c'est de savoir si l'armée vietnamienne représente aujourd'hui comme ce fut le cas hier les intérêts des peuples du Cambodge et de l'Ex-Indochine.

Cette armée va-t-elle au secours du peuple cambodgien, sera-t-elle capable d'installer un régime reconnu par le peuple cambodgien ?

C'est au peuple cambodgien de dire lui-même s'il s'estime représenté par les hommes et par la politique qui seront impulsés par l'armée vietnamienne.

Pour l'instant il est difficile de le savoir.

IRAN : L'ARMEE MENACE

En bloquant tous les aéroports de Téhéran le jour prévu pour l'arrivée de l'Ayatollah KHOMEINY, l'armée iranienne a voulu montrer que malgré le départ du Shah c'était bien toujours elle qui détenait la réalité du pouvoir en Iran.

Les deux grandes forces qui se font face depuis le début des évènements sont donc toujours en présence : d'un côté l'armée, forte d'un demi-million d'hommes, encadrée par des conseillers américains, entraînée et aguerrie par des années de répression contre les travailleurs et les masses populaires, et de l'autre la population tout entière, mobilisée essentiellement derrière l'Ayatollah KHOMEINY, et qui après avoir obtenu le départ du Shah ne semble pas disposée à rentrer paisiblement dans les rangs.

Au milieu de ces deux forces, le gouvernement de Chapour B. BAKHTIAR apparaît bien fragile et sa marge de manœuvre est étroite.

Avec l'investissement des aéroports du pays, l'armée a voulu donner un avertissement à tous ceux qui derrière KHOMEINY croyaient pouvoir décider sans son approbation. Elle a imposé son veto aux grévistes qui croyaient pouvoir organiser eux-mêmes l'arrivée de KHOMEINY. Elle leur a montré que c'est elle qui décide et pas eux.

Un fait est certain, c'est que si Chapour BAKHTIAR ne peut actuellement gouverner sans l'assentiment de l'armée, KHOMEINY, s'il vient demain au pouvoir ne pourra pas non plus se passer de son autorisation pour prendre en main les destinées du pays. L'armée est l'arbitre de la situation.

De nombreuses solutions politiques sont possibles à l'heure actuelle, selon l'attitude que prendra en définitive l'armée et les compromis qui seront passés avec elle. Une seule donnée risque de bouleverser complètement la situation, c'est la volonté de la population à poursuivre son mouvement et à remettre en cause les privilèges et les pouvoirs des bénéficiaires du système en place. Cela, l'armée ne le permettra pas.

KHOMEINY ne cesse de lancer aux manifestants des appels au calme et au respect de l'ordre, car lui ne tient nullement à voir le mouvement populaire aller aussi loin et s'attaquer aux bases de l'Etat bourgeois. Mais la confiance que lui manifeste la population pourrait ne pas être une garantie suffisante aux yeux de l'armée au cas où les travailleurs et les masses populaires dépasseraient les limites que l'Ayatollah KHOMEINY leur a fixées. Et dans ce cas la répression s'abattrait avec violence contre les hommes et les femmes les plus décidés et contre toute la gauche.

Cette gauche, dite «marxiste», bien qu'elle soit très minoritaire, porte aussi une lourde responsabilité dans l'avenir que connaîtront demain les travailleurs iraniens et toutes les couches pauvres de la population aujourd'hui mobilisées. Car cette gauche, pas plus que KHOMEINY, ne leur a jamais proposé de s'en prendre aux fondements mêmes de l'Etat bourgeois : l'armée elle-même. Elle n'a jamais offert comme perspective aux travailleurs de s'armer à leur tour pour faire face à l'armée du Shah. Elle ne s'est finalement jamais radicalement opposée à la politique de KHOMEINY visant à désarmer moralement et physiquement les masses, et aujourd'hui encore elle défile derrière des portraits de l'Ayatollah.

La récente manifestation de force de l'armée sur les aéroports du pays n'est pas de bon augure pour les travailleurs iraniens, et le dénouement de la situation actuelle peut se révéler pour eux brutal et sanglant. Il reste à savoir si dans une telle alternative ils trouveront en eux-mêmes les dirigeants et les forces pour triompher de la menace qui pèse actuellement si lourdement sur eux.

Claire GOYA

Guyane : PROCÈS SALIMA ADJALI L'administration coloniale recule !

Le tribunal administratif de Cayenne vient de casser l'arrêté d'expulsion pris le 23 janvier 1977 à l'encontre de la sociologue algérienne Salima Adjali. En expulsant Salima Adjali, ce préfet de Guyane visait à toucher son compagnon qui n'est autre qu'Alain Michel militant anti-colonialiste.

Certes, les tracasseries administratives ne sont peut-être pas encore finies pour Salima Adjali. Il faut signaler en effet que déjà en juillet 1977, le ministre de l'intérieur et le préfet de Guyane avaient passé outre une décision de suspension de l'arrêté d'expulsion, prise par le Conseil d'Etat.

Rien ne dit donc que le préfet se sentira engagé par la décision du tribunal administratif.

Mais le simple fait que ce tribunal se soit senti obligé de désavouer la préfecture est déjà une victoire pour tout ceux qui se sont mobilisés contre cet acte arbitraire de l'administration coloniale.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
B.P. 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex
Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire